

AFFAIRE DESCOMBAS / CAVIMAC ET COMMUNAUTÉ DES BÉATITUDES

POURVOI B18-19991

QUELQUES OBSERVATIONS

À l'attention de Maître Gatineau,

Nous avons déjà fait une analyse de l'arrêt d'Aix en Provence du 23 mai 2018. Cependant je voudrais souligner quelques autres points en rapport avec ce dossier.

Cherchant à mieux comprendre le fondement de la position de la Cavimac (basé sur la notion de vœux et d'institut de vie consacrée, je me suis procuré le livre « *La vie consacrée en droit canonique et en droit public français* » de Cédric BURGUN, prêtre et professeur de droit à l'institut catholique de Paris.

Ce livre permet de comprendre que, s'agissant du droit de ses personnels, le culte catholique romain (et, à suite, la Cavimac) a placé le droit canon au-dessus du droit civil.

L'auteur reproche au droit civil français de ne pas prendre en compte les notions de « vœux » et « d'institut de vie consacrée » au sens où les entend le droit canon. Il analyse (à sa manière) les arrêts de la Cour de cassation du 22 octobre 2010 et du 20 janvier 2012 et leur reproche d'avoir requalifié les « vœux » et la « vie consacrée » de manière non conforme au droit canon. Il affirme que le juge aurait dit qu'il y avait « vie consacrée » lors du noviciat et cela en s'attachant à des critères individuels sans se référer à la profession des vœux et au droit canon.

Il explique, que, selon le droit canon, les « vœux » sont une « promesse à Dieu », alors que les « promesses (des associations de fidèles) sont une promesse faite à des hommes, que les « associations de fidèles » (dites « communautés nouvelles »), ne sont pas des « instituts de vie consacrée » car elles n'ont pas la même reconnaissance par le culte catholique (il y aurait « subordination » mais pas de « soumission religieuse »).

Il présente cette construction intellectuelle, codifiée en droit canon, comme objective et affirme que les faits relevés par les juges (l'habit, les activités religieuses, le mode de vie en communauté, la soumission au supérieur, etc.) sont subjectifs ! À aucun moment, il n'évoque les droits humains et civils des intéressés.

Cette argumentation permet de mieux comprendre la position de la Cavimac.

Une position revendiquée

Le refus d'affiliation des membres des associations de fidèles du culte catholique, dites « communautés nouvelles » ne constitue pas un oubli, mais résulte d'une position soutenue et argumentée par le culte catholique romain.

Le culte catholique part du principe selon lequel, le terme « collectivités religieuses » de la loi 78-4 ne s'appliquerait pas au culte catholique, mais seulement aux autres cultes. Ensuite, il va appliquer au terme « congrégations religieuses » les strictes notions du droit canon. (On retrouve cette position dans les pièces 11 et 12 adverses).

Selon ce culte, l'autorité civile devrait donc demander à l'autorité religieuse de lui dire qui est ministre du culte ou membre de congrégation religieuse, c'est-à-dire qu'il reviendrait à l'autorité religieuse de dire qui doit être affilié et quand il doit l'être. C'est clairement placer le droit canon au-dessus du droit civil.

« *Si tu étais dans le civil, tu pourrais te retrouver en prison* ». Cette phrase attribuée à un supérieur de B. Preynat, au sujet d'actes de pédophilie, illustre bien que le membre d'une communauté religieuse n'a plus de droits civils. Pour l'autorité religieuse, il relève uniquement du droit canon.

Il en est de même pour le droit à la Sécurité sociale. Pour le culte catholique, c'est le droit canon qui détermine qui doit être affilié et quand. Le Code de la Sécurité sociale est ignoré.

Une Caisse engluée

La Cavimac, caisse civile créée par le législateur, s'est engluée dans des notions de droit canon qu'elle n'a pas à connaître et qui ne peuvent pas fonder l'assujettissement des personnes relevant des cultes. Ses administrateurs, fussent-ils autorités cultuelles, doivent connaître et appliquer uniquement le droit civil ; c'est-à-dire agir en tant que citoyens et non en tant qu'autorités cultuelles.

La construction juridique, codifiée en droit canon, constitue le fondement de l'institution catholique. Elle est devenue, pour la Cavimac, position de principe, référence ultime et norme « objective ». Les droits civils des personnels relevant du culte catholique ont été illégalement soumis à cette primauté.

Il est nécessaire de souligner que les autorités du culte catholique détiennent une large majorité au sein du conseil d'administration de la Caisse. Ce sont donc les mêmes personnes (ou les mêmes cercles de personnes) qui sont à la fois autorités du culte catholique et en même temps administrateurs de la Caisse.

Les personnes qui doivent appeler les cotisations sont les mêmes que celles qui doivent les verser. Ainsi, dans la présente affaire, Me De La Grange représente la Cavimac (et donc M. Raymond, administrateur), et Me Ollivier représente la Communauté des Béatitudes (et donc le même M. Raymond, supérieur de ladite communauté)¹.

Ces personnes ont exprimé leurs positions cultuelles et elles les ont exprimées avec la force que leur donne leur qualité d'administrateurs. En tant qu'administrateurs, elles ne pouvaient pourtant que se référer à la loi civile.

Le mécanisme apparaît clairement avec les pièces 11 et 12 de la Cavimac :

- 1. La Cavimac décide de refuser l'affiliation de membres des « communautés nouvelles » en se référant explicitement au droit canon (pièce 11).
- 2. Les autorités catholiques confirment cette position (pièce 12). (Leur position ne peut pas être différente puisqu'il s'agit des mêmes personnes ou des mêmes cercles de personnes).

Parfois, la démarche est inversée : 1. le culte prend une décision ; 2. La Caisse « prend acte » de cette décision.

Et ensuite, devant le juge, le représentant de la Cavimac (donc de M. Raymond, administrateur) dit : « *la communauté ne l'a pas déclaré et n'a pas versé de cotisations ; je ne peux pas verser de pension* » et le représentant de la Communauté des Béatitudes (donc du même M. Raymond, supérieur) dit « *la Caisse n'a pas appelé de cotisations et maintenant c'est prescrit* ».

On constate d'ailleurs une certaine incohérence de la Caisse qui, en 2006, « prend acte » de la décision du culte catholique de rendre obligatoire l'affiliation des membres des associations de fidèles, sans qu'ils émettent des vœux et sans que leurs communautés soient devenues des « instituts de vie consacrée » au sens du droit canon².

On mesure ici la soumission de la Cavimac aux cultes, puisque ceux-ci peuvent invoquer leur droit propre pour exclure certains de leurs personnels de la protection sociale, puis demander leur affiliation comme bon leur semble.

C'est le règne de l'incohérence et de l'arbitraire.

Dans la présente affaire, on notera d'ailleurs le changement radical de la Cavimac.

- En 1^{ère} instance (TASS de Marseille), elle « *relève que les droits à retraite de Monsieur DESCOMBAS seront ouverts à compter de sa date d'entrée sous le toit commun et de la mise en commun de ses biens avec la Communauté des Béatitudes, cette dernière constituant une association de fidèles* ».
- En 2^{ème} instance (cour d'appel d'Aix en Provence), elle rejette toute affiliation, au nom du droit canon.

¹ M. Raymond a démissionné du conseil d'administration après le jugement du TASS de Marseille.

² Les membres de la Communauté des Béatitudes seront affiliés à compter du 1^{er} décembre 2000 (sans qu'aucune modification de leur statut au regard du droit canon ne change).

Des personnels sacrifiés

Le droit canon ne peut pas plus priver un membre d'association de fidèles de ses droits à la sécurité sociale, qu'un vœu de clôture ne peut empêcher un moine de sortir du monastère pour aller voter ou se faire soigner à l'hôpital.

Le droit canon est sans effet sur le droit de vote, sur les obligations militaires, etc. De la même manière, il est sans effet sur l'obligation de protection sociale maladie et vieillesse.

Le droit canon ne peut porter atteinte ni aux droits humains fondamentaux ni aux droits civils. Les personnels engagés dans une collectivité religieuse gardent la plénitude de leurs droits et de leurs obligations civiles.

L'attitude du culte catholique donne à penser qu'il a cherché à limiter l'assurance aux prêtres et aux religieux des congrégations traditionnelles et des monastères, qui au sens du droit canon, avaient une « soumission religieuse ».

Les nouveaux types de communautés, qui ont éclos spontanément dans les années 70, représentaient une situation inconnue du droit canon, puisque ces communautés pouvaient rassembler à la fois des hommes et des femmes, des couples et des célibataires. Elles avaient un lien de soumission moins étroit avec les autorités catholiques.

Or, même si le culte catholique récusait le lien canonique avec elles, la Caisse pouvait très bien affilier les membres de ces nouvelles communautés, dès lors qu'elle établissait qu'elles exerçaient un culte.

Elle pouvait les affilier au titre de collectivités religieuses relevant d'un culte autre que le culte catholique romain³.

Dès lors, ce refus d'affiliation constitue une faute par violation de la loi et importation, dans les règlements de la Caisse, d'éléments étrangers au Code de la Sécurité sociale.

La circonstance que la Communauté des Béatitudes soit civilement une association selon la loi de 1901 n'empêche pas l'affiliation de ses membres (loi du 2 janvier 1907, art. 4).

Les précédentes affaires ont montré que les novices et séminaristes étaient bien membres de la communauté religieuse même s'ils n'avaient pas encore formellement prononcé des vœux.

De la même manière, les membres des associations de fidèles sont bien membres d'une collectivité religieuse au sens de l'article L 382-15 du Code de la Sécurité sociale.

Il ne s'agit pas seulement d'une petite période de probation, comme c'était le cas pour les novices et séminaristes.

Il s'agit ici de la négation même de l'engagement religieux au nom de règles canoniques théoriques. Et ce, pour des milliers de Français et pour des périodes qui peuvent atteindre 27,5 ans (du 1^{er} janvier 1979 au 1^{er} juillet 2006).

De plus, ces refus d'appel de cotisations ont laissé à la disposition des cultes, et singulièrement du culte catholique, des centaines de millions d'euros, qui auraient dû être versés à la solidarité nationale. Cela correspond à un financement déguisé des cultes par des fonds publics.

³ La Cavimac affine par exemple, les membres des associations de la Fraternité Saint Pie X, qui a rompu avec le culte catholique romain.

Un arrêt mal fondé

- **Sur la faute de la Cavimac**

Le juge motive l'absence de faute de la Cavimac en prétendant que l'intéressé se serait volontairement mis à l'écart de la protection sociale. Cela ne correspond pas à la réalité.

L'absence d'affiliation résulte à la fois d'un refus de déclaration par la collectivité religieuse et d'un refus de la Cavimac d'affilier les membres de ladite collectivité.

Même si l'intéressé avait connu sa situation et demandé son affiliation, il se serait heurté à un refus de la Caisse.

De plus, une éventuelle faute d'un assuré ne constitue pas une preuve de la bonne application de la loi par la Caisse et donc ne démontre pas l'absence de faute de celle-ci.

En l'occurrence, la Cavimac a violé son obligation d'affilier de sa propre initiative (R 381-57, devenu R 382-84 CSS) et elle a ajouté à la loi en important dans ses règles des éléments étrangers à la loi (vœux, institut de vie consacrée).

- **Sur l'affiliation à la Cavimac**

L'arrêt a fondé l'obligation d'assujettissement sur le droit canon et sur la reconnaissance par les autorités du culte. Il prive l'intéressé de tout droit avant le 1^{er} janvier 1985. Or cette date ne marque aucun changement civil.

Cette position viole l'article 1^{er} de la loi du 9 décembre 1905 : « *La République... garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public* ».

Comme l'a déjà jugé la Cour de cassation, l'assujettissement des membres des collectivités religieuses découle exclusivement de l'article L 721-1 (L 382-15) CSS.

De plus, ce n'est pas à l'intéressé de demander le paiement des cotisations. C'est à la Cavimac de le faire. Et il faut constater qu'elle n'a fait aucune demande en paiement à l'encontre de la Communauté des Béatitudes.

Sur la possibilité de statuer au fond

La loi 2016-1547 du 18 novembre 2016, en son article 38, a créé la possibilité pour la Cour de cassation de statuer au fond (article 1015 du Code de Procédure civile).

Dans la présente affaire, la bonne administration de la justice permettrait une telle application de la loi. En effet,

- le droit a déjà été dit par de nombreuses décisions (Cf. notre pièce 39),
- les personnes concernées sont très nombreuses (environ 35 000, selon notre évaluation : 25 000 novices et séminaristes, 10 000 membres d'associations de fidèles),
- les arriérés de cotisations portent sur des centaines de millions d'euros (que les cultes, soutenus par la Cavimac, vont essayer de conserver par tous les moyens).

Les avocats près la Cour peuvent-ils faire une telle suggestion de statuer au fond ?

Si tel est le cas, ne serait-ce pas le moyen de faire valider les éléments apportés par le jugement du TASS de Marseille du 6 avril 2017, à savoir la nature délictuelle de la faute de la Cavimac et sur le fondement de l'assujettissement reposant sur l'article L 382-15 du Code de la Sécurité sociale.

Une décision au fond, permettrait de clarifier la situation, d'éviter de nombreux litiges et d'obliger la Cavimac à rétablir les assurés lésés dans leurs droits.

Vous laissant apprécier le choix des moyens les plus appropriés et vous redisant toute notre confiance.

Le 9 octobre 2018

Joseph Auvinet